

millions. Le progrès du socialisme, depuis que M. Waldeck-Rousseau lui a ouvert les portes du pouvoir, sont pour beaucoup dans cette dépression financière. Les intérêts sont alarmés, l'industrie se sent menacée, le commerce est craintif, les capitaux émigrent à l'étranger, et les recettes générales baissent fatalement. Devant cette situation déplorable, un journal peu suspect d'hostilité envers le régime, pousse un cri d'alarme :

“ Il n'est pas possible, déclare le *Temps*, d'envisager sans de sérieuses inquiétudes une pareille situation. Aucun fait particulier, aucune dépense extraordinaire ne la justifie. Nous n'avons sur les bras aucune expédition coloniale, nous ne faisons pas d'armements anormaux. C'est le déficit à l'état pur, le déficit dans toute sa hideur et avec toutes ses menaces. Puisqu'il n'est pas dû à des causes exceptionnelles, on ne peut se flatter de le voir disparaître avec les causes qui l'auraient amené.

“ L'Angleterre, certes, est, elle aussi, dans une situation financière embarrassée, mais elle sait que ces embarras sont déterminés par la guerre du Transvaal et qu'ils finiront en même temps. Mais nous, c'est en pleine paix que nous nous ruinons. Et nous sommes obligés de nous demander avec angoisse ce qu'il adviendrait si, nous ruinant déjà en pleine paix, nous avions un jour ou l'autre à pourvoir par surcroît aux frais d'une guerre. La dette publique française est colossale : l'augmenter encore paraît une pure folie, propre à nous conduire droit à la faillite. Et pourtant, les dépenses publiques ne peuvent être couvertes que par l'impôt ou par l'emprunt et, puisque les impôts sont en moins-value, c'est par des emprunts plus ou moins déguisés qu'il faudra combler le déficit.

“ Dans les cas de ce genre, le peuple simpliste a son explication toute trouvée : C'est, dit-il, la faute au gouvernement.” On peut discuter cette explication, qui manque évidemment de nuances, mais il est d'abord prudent d'en tenir grand compte, en un pays où le suffrage universel est maître absolu et où un courant de mécontentement général peut détruire la République. Rappelons-nous que c'est le déficit qui a été la cause efficiente et immédiate de la perte de la monarchie sous Louis XVI.”

Précisément au sujet de cette question financière en France, nous relisons ces jours-ci la conclusion du grand ouvrage de M. Paul Leroy-Beaulieu sur la *Science des finances*. Cette conclusion était écrite en 1877. L'éminent économiste y passait en